



Le Temps
1002 Lausanne
021 331 78 00
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 36'802
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 6
Fläche: 24'328 mm²

La politique budgétaire soumise au tir à la corde

«Le frein à l'endettement est un succès politique qui a permis de réduire la dette de plus de 20 milliards de francs»

UELI MAURER, MINISTRE DES FINANCES

FINANCES FÉDÉRALES Avant l'été, le Conseil fédéral va fixer les bases du budget 2017 et des économies à prévoir d'ici à 2020. Il va aussi se prononcer sur la pratique du frein à l'endettement

La politique budgétaire sera à l'ordre du jour du Conseil fédéral d'ici à la pause estivale. Et les débats à venir permettront de mieux percevoir la manière de fonctionner d'Ueli Maurer dans son nouvel habit de ministre des Finances.

Avant l'été, il va présenter à ses collègues le budget 2017 ainsi que les lignes directrices du plan financier 2018-2020, qui devrait être assorti d'un programme d'économies. Selon la *NZZ am Sonntag*, cette stratégie d'austérité aurait pour but de bloquer les dépenses qui ne figurent pas dans la planification financière de la législature, à l'exception de celles qui, comme l'asile, sont dictées par des événements non maîtrisables.

Ce moratoire sur les dépenses serait par

ailleurs lié à la définition d'un objectif de dépenses à l'horizon 2025 et s'accompagnerait de réformes législatives afin d'éviter que ce soient toujours les secteurs les plus exposés qui fassent les frais des restrictions budgétaires. Ces domaines sont la formation et la recherche, le trafic, la coopération internationale, la défense nationale et l'agriculture.

Succès politique

En parallèle, et Ueli Maurer l'a confirmé lundi en répondant à une question d'Albert Vitali (PLR/LU) au Conseil national, le Conseil fédéral doit se déterminer sur une éventuelle correction de la pratique du frein à l'endettement (LT du 12.06.2016).

«Le frein à l'endettement est un succès politique. Il n'y a aucune raison de s'en

détourner. L'objectif est dépassé depuis 2006 et cela a permis de réduire la dette de plus de 20 milliards de francs. Mais nous avons un problème avec les soldes de crédits. Nous allons en parler et informerons d'ici à la fin du mois de juin», a-t-il expliqué.

Montants non dépensés

Les soldes de crédits faussent la perception réelle des dépenses annuelles. En 2015, ils atteignent 2,7 milliards de francs et concernent principalement la prévoyance sociale (650 millions), les intérêts passifs (550 millions), la coopération internationale (100 millions), la défense nationale (270 millions), la formation et la recherche (340 millions) et le trafic (240 millions). Il s'agit de ressources attribuées par le parlement qui n'ont pas été utilisées en totalité. Ces montants non dépensés contribuent à réduire la dette. La question que le Conseil fédéral devra trancher est de savoir si ces montants ne pourraient pas, au moins en partie, être affectés à des tâches de l'Etat, comme l'AVS ou les infrastructures.

Cela paraît contradictoire avec la volonté de présenter des programmes d'économies. Tout dépendra des décisions du Conseil fédéral et de la façon qu'aura Ueli Maurer de les défendre. ■ B. W.